



La lettre mensuelle

Avril 2005

du comité

ATTAC-54

Les prochains rendez-vous

Réunions-débats

- ♦ **Lundi 2 mai :**
Les Services Publics dans le traité constitutionnel
avec Henri Oldache,
enseignant en droit public
- ♦ **Lundi 6 juin :**
Les résultats du référendum
Les paradis fiscaux

Réunion mensuelle

- ♦ **Mercredi 18 mai**

Préparation du Forum Social Local

- ♦ La réunion prévue le 3 mai est reportée au **mardi 10 mai** en raison du meeting du collectif nancéen pour un « non » de gauche (voir tract joint)

Ces réunions auront lieu
à **20h30**
à la **MJC TROIS MAISONS**
12, rue de Fontenoy
à Nancy

Groupe de proximité :

Neuves-Maisons :

- ♦ **Mardi 3 mai :** eau, déchets
Salle des Associations
Mairie de Chavigny à 20h30
- ♦ **Mardi 17 mai :** traité constitutionnel
Salle polyvalente de Neuves
Maisons à 20h30

Une autre conférence

« **COMMERCE EQUITABLE :**
un des défis du 21ème siècle »

VENDREDI 13 MAI

20h30 à LOISY, salle du Couarail
(près de Port à Mousson)

J. PRADO et S. AQUINO,
(représentants de coopératives de café)

C. EBERHART (scoop « éthiquable »)

P. W. JOHNSON (fondation pour le
progrès de l'Homme)

Conférence - débat sur le Traité Constitutionnel Jacques COSSART

du Conseil Scientifique d'Attac, spécialisé en développement.

mardi 10 mai à la Fac de Lettres à 20h

Samedi 7 mai à LUXEMBOURG

Fête de la Résistance avec Jacques NIKONOFF
Voir infos sur www.resistances.lu

Sans paillettes mais en fanfare,
avec **Attac**, faites le **NON**
dont l'Europe et le monde ont besoin

rassemblement européen le 30 avril à Paris Expo, Porte de Versailles

Hall n°8 de 14 h à 20 h

Des intervenants d'Attac de plusieurs pays européens, des militants altermondialistes de plusieurs continents viendront témoigner et dire l'Europe dont les peuples ont besoin.

Dans une atmosphère de fête populaire, fanfares et groupes musicaux alterneront avec des prises de parole de représentants d'une douzaine de pays d'Europe, d'Afrique et des Amériques, ainsi que de responsables d'Attac France. La restauration est assurée par la Confédération Paysanne et la coopérative Femmes Actives à partir de 13 heures.

L'entrée sera libre, mais on attendra du maximum de participants l'achat d'un bon de soutien de 5 € pour couvrir une partie des frais d'organisation.

Nous vous attendons nombreux et venant de toute la France pour cette rencontre internationale qui sera un temps fort de la campagne du NON.

Pour organiser un co-voiturage à partir de Nancy, inscrivez vous sur le répondeur, par mail ou par courrier :

Adresse postale : Comité ATTAC54
19, rue Emile Bertin
54000 Nancy

Répond.enregistreur : 03 83 35 95 01

E-mail : attac54@attac.org

Une souscription d'ATTAC 54

BON DE SOUTIEN

pour aider à financer la
campagne d'ATTAC

pour le **NON**

au projet de
Constitution européenne

Nom :

Prénom :

Adresse :

.....

Je verse :

2 € 5 € 10 €

20 € 30 € ... €

Réduire le temps de travail pour mieux répartir les richesses

Le 17 mars, ATTAC 54 avait invité **J-M Harribey**, professeur d'économie à l'université de Bordeaux et membre du conseil scientifique d'ATTAC à venir parler de la réduction du temps de travail. La coïncidence de cette conférence avec l'actualité n'est pas fortuite... Le 10 mars, précisément, avait lieu une manifestation qui rassemblait plusieurs milliers de salariés du public et du privé protestant contre la stagnation des salaires et la remise en cause des 35 h par le gouvernement Raffarin.

Défendre aujourd'hui la réduction du temps de travail va à l'encontre du discours ambiant. C'est une idée qui heurte de front la mondialisation capitaliste : pour avoir un taux de rentabilité de plus en plus élevé il faut travailler de plus en plus.

Une transformation de la condition salariale inquiétante...

Celle-ci se manifeste par un appauvrissement. Dans les années 70, la part salariale dans la valeur ajoutée représentait 70 % de la richesse produite, mais seulement 60 % aujourd'hui. C'est 10 % du PIB qui a été détourné au détriment des salariés, au bénéfice des détenteurs de capitaux et actionnaires. Il s'agit ici d'une manifestation de la lutte des classes au niveau de la richesse produite.

On constate une augmentation des inégalités et une recrudescence de la pauvreté dans nos pays.

Le BIP 40, indice de pauvreté sur le baromètre des inégalités et de la pauvreté créé par le réseau d'alerte sur les inégalités (à l'image du CAC 40) suit une progression inquiétante, en particulier depuis l'installation de Raffarin.

Cette dégradation s'accompagne d'une remise en cause du droit du travail dont plusieurs rapports préparent la réforme :

- Le rapport Deviville, parmi ses cinquante propositions préconise le contrat de mission d'une durée de 3 à 5 ans pour remplacer le CDI concernant les cadres et ingénieurs. Il introduit également la notion de licenciement « pour raison de compétitivité économique ».

- Le rapport Camdessus, propose de remplacer CDD et CDI par un contrat unique qui faciliterait les suppressions d'emplois et instituerait un degré de protection proportionnel à l'ancienneté. Il ressort de ce rapport qu'il faut travailler plus, en finir avec l'idée que le travail se partage.

Ces rapports apparaissent au moment où le dispositif **d'aide aux chômeurs** est modifié : le RMA vient remplacer le RMI. Le RMA est un fiasco, il aboutit à la signature d'une centaine de contrats pour 1061000 Rmistes...

-Le plan Borloo est une forme déguisée de privatisation du service public

de l'emploi en créant des « maisons de chômeurs », en mettant l'ANPE en concurrence avec des organismes de placements privés et en plaçant sous la dépendance des ASSE-DIC, mairies ou entreprises.

De plus il « serre la vis » aux chômeurs qui verront leurs droits supprimés s'ils refusent un emploi ne correspondant pas à leur catégorie. La mobilité et la flexibilité des travailleurs sont devenues des « nécessités ».

-Le droit du travail a également été remis en cause sur le principe de faveur : un accord d'entreprise ne pouvait pas offrir de garantie inférieure à l'accord de branche, de même pour celui-ci par rapport à l'accord interprofessionnel et pour ce dernier par rapport à l'accord national, il est désormais possible de déroger à ce principe.

La bataille pour la réduction du temps de travail.

De 1831 à 2002, on est passé de 3000 à 1600 heures annuelles de travail. Cela semble un processus inéluctable. Comme les gains de productivité ne cessent d'augmenter, il serait logique de les affecter à diminuer la durée du travail et ceci dans la perspective de réduire le chômage.

Le bilan des 35 h, honnêtement effectué n'est pas celui qu'en donnent les médias ni le MEDEF. En passant de 39 à 35h on réduisait le temps de travail de 10 %. Sur 18 millions d'emplois, on devait en gagner 1,8 millions, mais 800 000 emplois ont été perdus parce que la loi n'a pas été appliquée dans les entreprises de moins de vingt salariés (Jospin leur avait laissé un délai de deux ans) et 600 000 également parce que la loi Aubry 2 a supprimé la clause de la loi Aubry 1 obligeant les employeurs à 6 % d'embauche pour bénéficier de l'aide de l'Etat.

La loi a été efficace à 100 % dans le cadre des contraintes imposées.

Des offensives pour allonger le temps de travail se sont succédées : C'est d'abord le contingent annuel autorisé des heures supplémentaires qui est passé de 130 sous Jospin à 180 avec Raffarin puis à 220.

C'est ensuite l'utilisation du compte –

épargne temps. L'allongement porte sur la semaine, l'année, la vie.

- Le patronat utilise le chantage à la délocalisation, mais sur les 400 000 licenciements annuels, 25 % correspondent à des licenciements économiques, 5 % à des transferts à l'étranger, le reste à des licenciements boursiers et à des restructurations.

Les **délocalisations** sont la pratique la plus médiatisée, elle présente pour le patronat deux avantages : celui de désigner un bouc émissaire (l'Indien, le Chinois...), en détournant l'attention des vrais responsables : les multinationales qui obéissent à la logique de la rentabilité ; et celui de désigner comme responsables les salariés français, leurs syndicats qui ruinent notre économie et signent le déclin de la France.

Se battre pour la protection sociale n'est pas un réflexe de nantis, c'est se battre pour tous les salariés de la planète ; « *la retraite par répartition, la sécurité sociale, cela crée trop de sécurité* » dit le FMI.

- Il faut également considérer ce qui se trame au niveau européen. La commission européenne a adopté en janvier 2004 la **Directive Bolkestein** qui institue le principe du pays d'origine pour les entreprises prestataires de services; Attention ! dans le Traité constitutionnel les articles 137 et 144 développent les mêmes propos, et l'AGCS va dans le même sens.

Les enjeux de la réduction du temps de travail

- Affecter les gains de productivité sans intensification du travail et sans dégâts sur la nature.

- Partager le travail mais différemment du malthusianisme.

- Répartir la valeur ajoutée en avantageant le salariat.

- Améliorer la qualité de la vie.

- Préserver les ressources pour l'avenir.

- C'est un enjeu décisif de la lutte des classes.

C'est une autre conception du progrès, du développement et de la richesse sociale. Le problème de la réduction du temps de travail produit un déclic dans les esprits :

il faut sortir du piège infernal du capitalisme.

Le Royaume Uni d'après guerre

Pour comprendre pourquoi ce pays a basculé dans le libéralisme, il faut d'abord avoir quelques notions du fonctionnement économique et politique de ce pays depuis 45 : il était fondé sur un compromis qu'on peut expliquer en 4 points :

- l'Etat-providence au cœur de la politique du gouvernement ,
 - un système d'économie mixte avec un secteur public assez important,
 - un compromis social capital/travail : le patronat créait des emplois à condition que les syndicats formulent des revendications « raisonnables »,
 - un compromis politique officieux entre les deux principaux partis politiques.
- Ce compromis d'après-guerre garantissait le plein emploi et une certaine redistribution des richesses ; loin d'être parfait, il a limité les dégâts du capitalisme.

A partir de 1970, tout bascule

Ce compromis a connu des difficultés importantes en raison de 4 crises majeures :

- une crise économique : des taux de chômage et d'inflation élevés, une concurrence étrangère féroce pour les entreprises, et la réduction des dépenses publiques ; l'abandon du keynésianisme a précédé l'arrivée au pouvoir de Thatcher.
- une crise sociale : des tensions sociales et des grèves majeures ont remis en question le fameux compromis de 1945 mais les syndicats n'ont pas établi de politique alternative.
- une crise politique : plusieurs alternances, une montée des partis de protestation, l'extrême droite, les nationalistes en Ecosse et au Pays de Galles ont entraîné une période d'instabilité politique.
- une crise idéologique caractérisée par la remise en cause des valeurs qui avaient sous-tendu le fondement de l'Etat Providence :

collectivisme / partage / solidarité

Face à ces crises, les travaillistes et les conservateurs n'ont pas réagi de la même manière : les premiers ont décidé de défendre coûte que coûte le système qu'ils avaient créé.

Les seconds ont organisé un véritable assaut idéologique :

- le désengagement de l'Etat devait renforcer le secteur privé, supposé être plus efficace ; il allait donner une plus grande marge de manœuvre aux patrons en assouplissant le Code du travail et en réduisant les pouvoirs des syndicats.
- l'individualisme se révélait être « moralement supérieur au collectivisme » selon M. Thatcher : les individus devaient se prendre en charge, compter moins sur l'Etat.

Ce discours libéral et moralisateur sur les bienfaits de l'individualisme, constituant le « Thatchérisme » a séduit bien des Britanniques.

La politique de Thatcher et ses conséquences

Sa politique (de 1979 à 1990) se caractérise, avant tout, par la privatisation de pans entiers de l'économie (industrie automobile, télécoms, sidérurgie, électricité) et une rationalisation des industries considérées comme sans avenir.

Elle se caractérise également par une forte volonté de baisser l'impôt sur le revenu qui a touché, au final, les couches les plus favorisées.

Un autre aspect important est la déréglementation du marché du travail, favorisant le temps partiel, incitant les salariés à devenir travailleurs indépendants, adoptant de nouvelles lois pour limiter l'efficacité des syndicats...

Par ces tentatives multiples de limiter les dépenses de l'Etat (allocations, retraites, santé), la politique sociale a appauvri aussi les Britanniques.

On a assisté à la quasi-disparition de l'industrie au profit des services, et à la quasi-disparition du secteur public, l'économie étant dominée par le secteur privé et ses intérêts.

En 1984, le gouvernement a annoncé la fermeture d'une partie importante des mines. La grève des mineurs, une des plus longues et des plus mobilisatrices de l'histoire européenne a été un moment clé de la lutte contre Thatcher ; mais, la défaite a été cuisante pour les mineurs et pour les syndicats.

A partir de 1985, un syndicalisme d'accompagnement a pris le pas sur le syndicalisme de contestation. Quant au parti travailliste, à partir de 1987, ils ont abandonné toute velléité de transformation sociale, se limitant à garantir la primauté du marché, à encourager les démarches individualistes.

Par conséquent, les deux mandats de Blair ne se distinguent guère de ceux de Thatcher, à une exception près : l'instauration d'un salaire minimum.

Actuellement, un pays à la dérive...

En 2005, c'est le pays d'Europe où le temps partiel est le plus développé, où la semaine de travail est la plus longue, où 1 enfant sur 7 vit en dessous du seuil de pauvreté, où les listes d'attente sont longues pour les soins de base. Divorces, alcoolisme et drogue font des ravages.

L'industrie n'existe pratiquement plus, l'économie étant dominée par les services et les « petits boulots ». C'est une société à plusieurs vitesses : 40% vivent plutôt bien, 30% travaillent mais subissent la précarité ou le temps partiel et 30% sont des exclus : chômage, allocations.

Face à cette situation, l'opposition réagit peu, à part par le biais des organisations caritatives ; renforçant par là même, le désengagement de l'Etat.

La plus grande victoire de Thatcher est d'avoir converti la quasi-totalité de la gauche au libéralisme. Pour voir un des futurs possibles de la France, il suffit de traverser la Manche!